

# Débats au sommet : Le Chef de l'État rencontre les gouverneurs de régions

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 28 JUILLET 2022

# 1148

# Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



**Niger**

## Vers une alliance entre Hama Amadou et Bazoum Mohamed ?



**Mali-Nations Unies : L'entente cordiale ?**



**Commission de rédaction : Changer de Constitution et non la Constitution**



# COVID 19

## CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

**27** Juin  
2022

## RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

**568**

Nouveaux cas confirmés

**00**

Nouveaux guéris

**01**

Nouveaux décès

**00**

Au cours des dernières 24 H

### VACCINATION

**547 570** Vaccinations incomplètes

**1 460 584** Vaccinations complètes

### Bilan global de la situation du Covid 19

**cas confirmés**

**31 217**

**Guéris**

**30 392**

**Décès**

**737**

dont 13 font l'objet d'un suivi médical



**MALIKILÉ**

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.17



P.24



## / Une /



Niger : Vers une alliance entre Hama Amadou et Bazoum Mohamed ?

P.5

## / Brèves /



Attaque terroriste à Sévaré : Des assaillants mis en déroute par les FAMA !  
 Dossier de l'achat des Equipements militaires : Des mandats d'arrêt lancés contre trois anciens ministres d'IBK  
 Boues de vidange à Bamako : Des acteurs formés sur les techniques de gestion  
 Mali : CORA GOLD accélère dans son projet à Sanankoro  
 Recrudescence des attaques terroristes : Des observateurs recommandent de renforcer les renseignements et les contrôles  
 Mali : Bamako n'est pas en guerre avec les nations unies (A. Diop)

P.13

P.13

P.14

P.14

P.15

P.15

## / Actualité /



Faire du corridor Bamako Conakry un HUB : Le Mali, la Guinée et la Turquie s'engagent  
 Attaques kamikazes : Le baroud d'honneur d'une katiba cernée de tous les côtés

P.17

P.18

## / Politique /



Transition : Mécanisme conjoint de suivi du chronogramme mis en place  
 Face aux actes terroristes : Modibo Sidibé, me Mamadou Konaté, Malick Coulibaly, Abdourhamane Dicko... appellent les maliens à l'union sacrée !  
 Mali-Nations Unies : L'entente cordiale ?  
 Débats au sommet : Le Chef de l'État rencontre les gouverneurs de régions  
 Commission de rédaction : Changer de Constitution et non la Constitution

P.21

P.22

P.23

P.24

P.25

## / Culture & société /



« Le doux plaisir des mots » : Rose Diakité veut réconcilier les jeunes avec le pouvoir naturel de séduction de la poésie

P.26

## / International /



Côte d'Ivoire : Le Conseil du Café-cacao et l'IDH signent une convention pour une augmentation des revenus de plus de 100 000 producteurs ivoiriens  
 Niger : BIA s'engage à financer la construction de salles de classe en matériaux définitifs

P.27

P.28

## / Sport /



PSG : Gianluigi donnarumma vit un calvaire

P.29

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : [ampikile@gmail.com](mailto:ampikile@gmail.com)

Site Web : [www.malikile.com](http://www.malikile.com)

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter  
contre le Terrorisme  
Contactez le Centre  
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120  
80001122**



**+223 98-17-36-45  
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU  
TERRORISME  
AU MALI**



## Niger | Vers une alliance entre Hama Amadou et Bazoum Mohamed ?

**D**epuis quelques jours circule sur les réseaux sociaux, au Niger, une persistante rumeur. Dans une « note » mille fois relayée, sans cesse partagée dans les groupes WhatsApp, il est question d'un prochain « remaniement complet du gouvernement » en fin Juillet. Ladite note, non officielle, précise que le Parti Moden FA/ Lumana Africa, de l'ancien premier ministre et

ancien président de l'Assemblée Nationale, Hama Amadou ferait partie du gouvernement en composition. Mieux, poursuit la note, l'actuel premier ministre Ouhoumoudou Mahamadou, lui-même, serait sur le départ, pour des raisons de santé.

Quand bien même, cette « nouvelle » a tout l'air d'une rumeur, les réactions qu'elle a suscitées, et surtout celles qu'elle n'a pas susci-

tées, sont intéressantes à observer.

Le parti Moden FA Lumana/Africa s'est constamment caractérisé par son opposition aux pouvoirs d'Issoufou Mahamadou et, actuellement, de Bazoum Mohamed, son dauphin-successeur. À la dernière présidentielle, ledit parti avait, logiquement, soutenu le challenger de Bazoum, Mahamane Ousmane. Comme on le sait, dans la foulée des résultats du second tour, ceux-ci ont donné lieu à de violentes manifestations de contestations notamment à Niamey. On dénombra des morts, des actes de vandalismes et des vols. Le pouvoir sortant d'Issoufou Mahamadou mit aux arrêts des responsables politiques, dont M. Hama Amadou et plusieurs de ses partisans, pour leur rôle présumé dans ces actes de violences. A ce jour, même si son traitement judiciaire s'est relativement adouci – étant en Europe officiellement pour des soins, avec



l'autorisation du pouvoir -, M. Hama Amadou n'ignore pas l'épée de Damoclès suspendu au-dessus de sa tête. Ceci explique, sans doute, son silence public depuis la campagne présidentielle 2021.

Durant celle-ci, en effet, M. Hama Amadou s'est particulièrement illustré dans la contestation de la nationalité nigérienne de Bazoum, avec des déclarations ressenties comme racistes voire xénophobes par l'intéressé. Il semble que depuis, l'eau ait coulé sous les ponts ; au point que certains souhaitent une alliance entre les deux hommes. Et ce, dans leur intérêt mutuel. En effet, selon plusieurs observateurs de la vie politique nigérienne, Bazoum Mohamed n'aurait pas les coudées franches

pour gouverner. Tout se passe comme si certains caciques de son parti demeurés fidèles au président Issoufou, constituaient un obstacle à son action. Ce qui, stratégiquement, le motiverait à prospecter large, pour bâtir une nouvelle majorité parlementaire confortable ; tandis que Hama Amadou, de son côté, serait en quête d'une réhabilitation politique par l'annulation de toutes les poursuites et autres obstacles placées sur son chemin politique. Pour l'heure, son parti politique – contrairement à ses habitudes – n'a pas officiellement démenti la rumeur. Faut-il y voir une confirmation tacite ? Le temps nous dira. Dans l'hypothèse d'une participation réelle du parti de M. Hama Amadou à la majorité, l'opposition

s'en trouverait considérablement affaiblie ; encore que, beaucoup de ses propres partisans ne semblent pas favorables à cette alliance. Ceux-ci craignent pour leur crédibilité, compte tenu de leurs déclarations antérieures contre Bazoum. « Comment pourrions-nous rejoindre un régime que nous avons dénoncé, des années durant ? Comme participer au pouvoir de Bazoum alors que nous avons affirmé, à la face du monde, qu'il n'est pas éligible et qu'il a usurpé le pouvoir ? » s'interroge un partisan de Lumana Africa. Qu'en sera-t-il au final ? Rendez-vous dans quelques jours !

■ Malik Wogo



## ■ Malick Konate



Après large concertation avec les responsables des organisations professionnelles de la Presse, la Maison de la Presse a déposé ses propositions de représentants devant siéger au CNT au compte des faïtières de la Presse. La Maison de Presse exprime son respect aux différentes organisations professionnelles de la Presse et remercie tous ceux qui ont manifesté le désir de nous représenter dignement.  
#MP\_Mali

**MAISON DE LA PRESSE DU MALI**  
 Contacts : Président - (223) 66 72 99 86/76 13 28 84/Headline Coura - porte 28 Rue 28 - Bamako-Mali  
 Bamako, le 26 juillet 2022

N° réf: 000000 Le Président de la Maison de la Presse  
 A  
 Son Excellence, le Président de la Transition, Chef de l'État  
 Bamako

Objet : Dépôt de candidature des représentants des faïtières de la Presse au CNT  
 Excellence.

J'ai l'honneur de vous envoyer les noms, prénoms, CV et contacts des représentants des faïtières de la Presse devant siéger au Conseil National de Transition (CNT) du Mali. Il s'agit de

N°	Prénom	Nom	Organisation	Contact
1	Fatoumata	TRAORE	Secteur de l'Audiovisuel	76 27 20 01
2	Modibo	Fofana	Secteur de la Presse en ligne	76 10 11 59

En vous réitérant mes respects, je vous prie d'agréer, Excellence mes sentiments de franche collaboration.

- Pièces jointes :  
 1. CV de Fatoumata TRAORE  
 2. CV de Modibo Fofana

Le Président  
  
 Bandiougou DANTE

REPUBLICQUE DU MALI  
 PRESIDENT  
 CIRCUIT  
 BAMBAKO  
 LE 27-07-22

## ■ Bacary Camara



Les rites et traditions  
 Cette belle image de Gao, piquée sur un post, me fait penser à l'ancienne capitale de l'Empire Songhoï, dernier empire de l'Ouest Africain et au vautour, un oiseau emblématique très important dans la mythologie malinké connu également sous le nom de Douga massa. Ce vautour divin qui est chanté tant par les prêtres, que par les chasseurs et par les griots, l'empereur Sonni Ali Ber, Empereur du Songhoï n'allait jamais au combat que portant en sautoir ou au pouce une bague en cuivre surmontée d'un cheval à tête de vautour également en cuivre. A ne surtout pas confondre avec la chanson « Douga » est un hymne à la gloire des héros de guerre ou de chasse. Les vautours viennent se repaître

délicieusement sur les cadavres des sofas ou des bêtes sauvages laissés sur leur chemin.  
 B.CAMARA, Journaliste, Chercheur.



## ■ Abdoul Momini Bokoum



Mariam Sankara : « Je doute de la demande de pardon de Blaise Compaoré »  
 Au lendemain de la demande de pardon formulée par l'ancien président pour les actes qu'il a commis pendant qu'il était au pouvoir, la veuve de Thomas Sankara réagit en exclusivité pour Jeune Afrique.

Jeune Afrique : Acceptez-vous le pardon demandé par Blaise Compaoré dans le rôle dans l'assassinat de votre mari, le 15 octobre 1987?  
 Mariam Sankara : C'est à ma grande surprise que j'ai appris, par la presse, que Blaise Compaoré a demandé pardon au peuple burkinabè et à la famille de son « ami et frère » Thomas Sankara. Sincèrement, je me demande si cette lettre vient de Blaise lui-même. Depuis 1987, il a eu l'occasion de demander pardon à maintes reprises. Mais il est resté impassible. Il aurait pu venir au procès reconnaître sa responsabilité et demander pardon mais il n'a rien fait. Lors de son dernier séjour à Ouagadougou, début juillet, il aurait pu s'adresser aux Burkinabè mais non, il n'a rien fait.

Vous doutez donc que ce soit Blaise Compaoré lui-même qui ait écrit cette lettre ?

Je doute de l'authenticité de cette lettre car, comme je vous l'ai dit, Blaise a eu l'occasion de demander pardon depuis longtemps. Il ne l'a pas fait. Il est venu récemment à Ouagadougou. Tout le monde l'a vu. Il aurait pu parler. Mais il n'a rien dit du tout.

Au-delà du débat sur l'authenticité de cette lettre, acceptez-vous son pardon ?

Le pardon ne se décrète pas. Quand on a commis un acte et qu'il a été jugé, si on le reconnaît, on se rend à la justice. À ce moment, peut être que le pardon aurait pu être accepté par les victimes. En reconnaissant ses actes et en acceptant la justice, il aurait vraiment montré qu'il se repent. Mais demander pardon comme ça, alors qu'on ne sait même pas si c'est vraiment lui qui demande...

Voyez-vous un aveu de culpabilité de Blaise Compaoré dans cette demande ?

Encore une fois, je me demande si c'est bien lui qui a écrit cette lettre. Il avait l'occasion depuis longtemps de demander pardon. Et c'est aujourd'hui, où il ne semble pas être lui-même, qu'il fait cette demande ? Si on veut vraiment le pardon et la réconciliation, il y a des formes à respecter. Là, c'est une manière assez inédite.

Avez-vous été choquée du retour de Blaise Compaoré début juillet à Ouagadougou ?

Oui, j'ai été choquée de ce retour. Quelqu'un qui est condamné et qui passe comme ça par-dessus la justice, cela est choquant. Il est rentré sans que rien ne se passe, sans que personne ne soit averti. Cela a été une surprise de mauvais goût pour tout le monde. S'il doit revenir au Burkina Faso, il faut que la démarche se fasse auprès de la justice burkinabè. Quelque part, je pense qu'on instrumentalise la réconciliation et le pardon, qu'on tolère l'impunité. Or, tous les Burkinabè veulent la réconciliation et la paix dans le pays. Il ne faut pas que ces actes nous divisent. Il faut que l'on reste vigilant et uni, sans céder à la division.

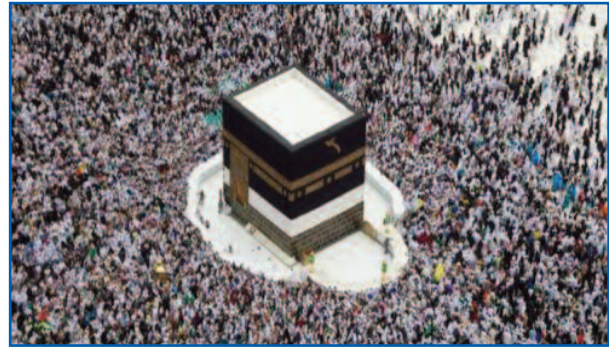
Interview réalisée par JeuneAfrique Minute.bf



## Courrier international



Les journaux saoudiens ne tarissent pas d'éloges pour leurs dirigeants et leurs "capacités exceptionnelles" à assurer le bon déroulé du hadj, ou grand pèlerinage. Pourtant, cette année encore, les dysfonctionnements ont été nombreux, malgré les moyens financiers colossaux dont dispose le pays pour organiser l'événement.



## Financial Afrik



Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Maroc Telecom, qui compte des filiales sous la marque Moov Africa en Mauritanie, Burkina Faso, Gabon, Mali, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Niger, Centrafrique et Tchad, a connu un léger repli de 1,2% au premier semestre 2022 comparé à la même période de 2021, ont annoncé les dirigeants de cette entreprise basée à Rabat.

#Alerte #Maroc #MarocTelecom



## Mali Actu



Les forces armées maliennes FAMA ont, dans le cadre d'une riposte à des attaques simultanées contre leurs positions mercredi, neutralisé plus de 30 djihadistes. Ce mercredi 27 juillet 2022, plusieurs postes des forces armées maliennes FAMA ont été ciblés par des hommes armés. Suite à ces attaques simultanées, les Forces Armées ont riposté à Kalumba, non loin de Mourdiah, région de Nara, mais aussi à Sokolo, à proximité de Diabaly dans la région de Segou.





Après l'attaque djihadistes contre le camp de Kati et la forte implication de la population de Kati pour l'arrestation de suspects djihadistes dans la ville, un vocal dont l'auteur se revendique « djihadiste », a proféré des menaces contre la population. En 9 minutes et 15 secondes, le présumé djihadiste met la population en garde par des menaces. Ces menaces jugées réelles d'un côté et propagandistes, d'un autre, le journal Mali Tribune fait intervenir, Ismaïla Lah, coordinateur de l'Alliance citoyenne pour la Réforme du secteur de sécurité (AC-RSS) et membre du Cercle de Réflexion pour le Mali (CERM) sur la question et d'autres.



## Fahad Ag Almahmoud



#Mali -- #Ségou une trentaine de djihadistes tués, des armes saisies, trois (3) véhicules et plusieurs motos ont été détruites au cours de l'attaque contre le détachement #FaMa à #Sokolo. Cette attaque marque une cuisante défaite pour la Katiba du macina. @docisse691

## Ibrahim Ikassa MAIGA



#ACTUALITÉS \_ MRE

Le Secrétaire Général du département de la Refondation de l'Etat, a présidé ce Mercredi 27 juillet 2022, au CICB, la cérémonie d'ouverture de l'atelier de formation des cadres supérieurs sur la communication institutionnelle. Initié par le projet d'appui à la Gouvernance Economique et à la Promotion du Genre (PAGE- PG) avec l'appui financier de la Banque Africaine de Développement, cet atelier qui durera trois jours se veut

comme objectif de renforcer les capacités des cadres supérieurs du département de la Refondation de l'Etat, en matière de communication institutionnelle en temps de crise.

Le Secrétaire Général, représentant le Ministre de la Refondation de l'Etat a rappelé dans son allocution d'ouverture, toute l'importance que revêt l'initiative car la maîtrise de la communication institutionnelle concourt à redorer l'image des Institutions mais aussi d'informer les citoyens sur les actions et missions de celles-ci.

Il a remercié et félicité au nom des Hautes autorités la BAD et le projet d'appui PAGE-PG pour les multiples efforts entrepris dans le cadre du renforcement des cadres et agents de l'administration publique de l'Etat.

Tout en souhaitant une bonne session de formation, il a invité les participants à l'assiduité et à l'écoute attentive des éminents experts.

#CCOM-MRE



**Kpolé.com**
19 m · 🌐

## COCODY : INFIDÉLITÉ

Pour se venger, un  
homme marié enc.einte  
la femme de l'amant de  
sa femme .

👍👍 374
135 commentaires · 6 partages

👍 J'aime
💬 Commenter
➦ Partager

**Francky Zambada**

Très bien. Balle au centre

Haha
Répondre
1 😄

## ■ MALI FOOT ACTU



CAN FÉMININE MAROC 2022 : Nôtre compatriote Fanta Idrissa KONÉ est désignée pour la finale de ce samedi entre le Maroc et l'Afrique du Sud au stade Moulaye Abdellah de Rabat  
Source : Sékou Koné



## ■ Le Monde Afrique



Selon l'ONU, ces soldats étaient venus appuyer la mission des Nations unies au Mali, soumise à des restrictions croissantes de la part de Bamako.



## ■ Forces Armées Maliennes



URGENT ! Attaques simultanées tôt ce matin, mercredi 27 juillet 2022, sur les postes #FAMa de #Kalumba, non loin de #Mourdiah, région de Nara et celui de #Sokolo, à proximité de #Diabaly dans la région de #Segou. Nous y reviendrons dans un instant.

Des tentatives d'infiltrations terroristes ont également visé l'un des check-points du camp Hamadoun Bocary Barry dit Balobo et de la cité de l'Armée de l'Air à #Sevaré aux environs de 1h. Les ripostes ont été faites sur tous les mouvements suspects. Nous y reviendrons également.

## ■ Serge Daniel



#Mali-CI-Togo-/D'après mes informations, des officiels ivoiriens et maliens se rendent avant la fin du mois de juillet au Togo ( pays médiateur) pour engager des discussions au sujet des 49 militaires ivoiriens détenus au Mali. Bamako et Abidjan font confiance au Président Faure.

## ■ Colonel Assimi GOITA



J'ai présidé, cet après-midi, la cérémonie de clôture des travaux d'échanges directs avec les gouverneurs. À cette occasion, j'ai exhorté ces derniers à œuvrer au quotidien, avec l'ensemble de leurs collaborateurs, pour un meilleur rapprochement de l'État avec les citoyens.



Je rencontre, à partir de ce matin et pour deux journées, les gouverneurs des régions. Nous échangerons sur des questions relatives à la bonne marche de la transition, dans un contexte marqué par des échéances cruciales pour notre pays.

Je me réjouis de mon entretien de ce jour avec SE @GoodluckJonathan, Médiateur de la #CEDEAO pour le Mali. Je salue les efforts crédibles déployés pour une bonne marche de la transition.



**INSTITUT NATIONALE DE  
PREVOYANCE SOVIALE**

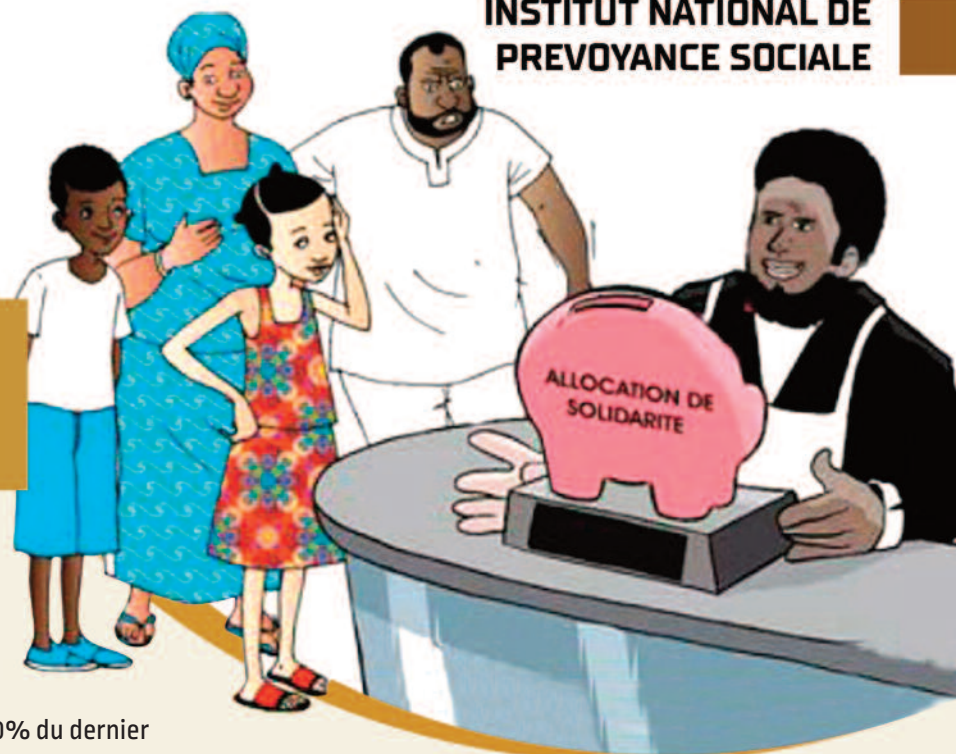


## **CONTRÔLE PHYSIQUE : LES VÉRIFICATEURS DE L'INPS SE RENDRONT DANS LES STRUCTURES CONCERNÉES**

**Dans le cadre du contrôle physique des bénéficiaires des allocations familiales à l'INPS, le Directeur Général demande à toutes les structures concernées de bien vouloir accueillir nos vérificateurs dans vos locaux et de mettre à leur disposition tous les renseignements nécessaires relatifs à l'authenticité des documents fournis par les assurés.**

**Le Directeur Général sait compter sur votre esprit de franche collaboration.**

# L'ALLOCATION DE SOLIDARITE



## Conditions d'ouverture du droit :

- Être Agé de 53 ans au moins,
- Avoir accompli au moins 6 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation,
- Ne pas disposer de ressources supérieures à 80% du dernier salaire perçu,
- Introduire la demande à l'INPS dans un délai de deux (2) ans à compter de la cessation d'activité.

## Les pièces constitutives du dossier de la demande d'allocation de solidarité

Pièce à fournir	Responsable   Autorité de délivrance	Responsable du remplissage
Demande d'Allocation de Solidarité	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	L'assuré
Certificat d'emploi et de salaires	Sur imprimé officiel fourni par l'INPS	Le dernier employeur. éventuellement rempli par les précédant sur des imprimés distincts lorsque l'assuré a fait mois de 8 ans chez le dernier employeur.
Certificats de travail	Tous les employeurs de l'assuré	Chaque employeur de l'assuré doit un fournir un certificat de travail
Justificatifs des rémunérations perçues	Employeur / Salarié	L'employeur (quelques bulletins de salaire)
Certificat de vie	Autorité municipale	Autorité municipale

## Calcul de l'allocation de solidarité

L'allocation de solidarité est calculée sur la base de trois éléments prédéterminés:

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2;
- le taux d'annuité (TA) qui est fixé par la loi à 2%;
- la durée minimale d'assurance (DMA).

Le montant de l'allocation de solidarité (AS) s'obtient en appliquant la formule suivante :

$$AS = SMIG \times 2 \times TA \times DMA$$

Exemple : Un assuré âgé de 54 ans comptant 9 années d'activité salariée ayant donné lieu à cotisation qui a eu une rémunération totale de 9 463 616 FCFA au cours des huit dernières années d'activité.

L'allocation de solidarité de l'intéressé se calcule comme suit :

- le salaire minimum interprofessionnel garanti multiplié par le coefficient 2 :  $40\,000 \text{ FCFA} \times 2 = 80\,000 \text{ FCFA}$
- le taux d'annuité (TA) : 2%
- la durée minimale d'assurance (DMA) : 13 ans
- le montant de l'allocation de solidarité est de :  $80\,000 \text{ FCFA} \times 2 \times 2\% \times 13 = 20\,800 \text{ FCFA}$ .

## Date d'effet :

L'allocation de solidarité prend effet le premier jour du mois civil qui suit la date de réception de la demande de liquidation de la retraite.

**Attaque terroriste à Sévaré : Des assaillants mis en déroute par les FAMA !**



**Le dimanche 24 juillet 2022, aux environs de 5h40, les Forces Armées Maliennes ont vigoureusement répliqué à une attaque d'un groupe d'au moins 15 terroristes à bord d'un tricycle.**

**D**ans un communiqué rendu public le dimanche 24 juillet 2022, par la direction de l'information et des relations publiques des armées a informé que les Forces Armées Maliennes ont vigoureusement répliquées, le même jour, à une attaque d'un groupe de plusieurs terroristes à bord d'un tricycle. Venus de derrière le fleuve, le groupe s'est attaqué au camp de la Garde nationale de Sévaré et a vite été mis en déroute face à la riposte résolue des hommes en service. Le bilan de l'attaque a évolué comme suit : – Côté FAMA : on ne déplore aucune perte en vie humaine ni de dégâts matériels – Côté Assaillants : 1 terroriste neutralisé, 07 suspects interpellés, 01 tricycle, 01 PKM, 02 roquettes RPG-7, 03 maillons de PKM garnis, 01 obus de 60 mm, 02 grenades, 07 grenades HME improvisées, des cocktails Molotov improvisés récupérés. Après la mise en alerte des différentes unités, un ratisage a été engagé et a permis d'appréhender les 07 suspects. Face à la montée en puissance des FAMA, les terroristes en débandade tentent par tous les moyens à déstabiliser les points d'attroupements des FAMA, en s'en prenant aux camps de concentration. Il faut rappeler que le jeudi 21 juillet dernier, les FAMA ont contenu et maîtrisé des tentatives, d'attaques coordonnées, simultanées et complexes des terroristes dans les localités de Douentza, Koro et Thy (Sévaré), Bapho, Ségou, et Kolokani, suivie de la tentative de kamikaze le vendredi 22 juillet 2022 contre une installation de la direction du matériel, des hydrocarbures et des transports des armées (DMHTA) dans la caserne de Kati. Malgré les multiples tentatives désespérées des terroristes, les FAMA plus déterminés, continuent dans leur mission régaliennne à préserver la souveraineté du pays. Elles ont déjoué et contrôlé toutes les actions désespérées et continues des terroristes pour nuire les forces de l'ordre.

L'Etat-major Général des Armées appelle également à la vigilance des populations dont le soutien et la collaboration constituent la clé de réussite de cette lutte antiterroriste. L'Etat-major Général des Armées rappelle que le respect des Droits de l'Homme (DH) de même que le

**Dossier de l'achat des Equipements militaires : Des mandats d'arrêt lancés contre trois anciens ministres d'IBK**



**En cours depuis des années, le dossier concernant l'achat des équipements militaires est loin d'être clos. Des anciens dignitaires du défunt régime de l'ex-Président du Mali Ibrahim Bou-bacar Keita sont dans le viseur de la justice.**

**A**u total, trois (3) anciens ministres de l'ex-Président IBK restent désormais dans le viseur de la justice malienne. Il s'agit de l'ex-ministre Tiéman Huber Coulibaly, président du parti UDD ; Bou-bou Cissé, ex-Premier ministre et ministre de l'Economie et des Finances du défunt Président, Ibrahim Boubacar Keita. Le troisième et dernier ministre ciblé dans l'affaire est Mamadou Igor Diarra, lui aussi ancien ministre de l'Economie et des Finances sous IBK. Ils sont tous suspectés dans l'affaire dite achat des équipements militaires. Les mandats d'arrêt internationaux ont été lancés contre les trois (3) personnalités. L'information nous a été confirmée, hier mardi 26 juillet, par un responsable du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme. « Oui, la justice a lancé un mandat d'arrêt international contre eux dans l'affaire d'achat des équipements militaires », nous a-t-il confié. Dans cette même affaire, notons que la Cour suprême du Mali s'était exprimée. Elle avait condamné l'Etat malien à payer plus de 25 milliards de nos francs à la société Guo-Star. En plus de la somme faramineuse, l'Etat doit au nommé Amadou Baïba Kouma, représentant de la société Guo-Star, une somme de 600 millions de francs à titre de « dommages intérêts », à en croire nos confrères de RFI. En 2014, cette société avait livré du matériel militaire au gouvernement malien qui en avait besoin, avant que la surfacturation ne vienne gêner l'affaire.

Diarra Mamadou / Source : LE PAYS

Droit International Humanitaire (DIH) reste toujours une priorité dans la conduite des opérations des Forces Armées Maliennes.

Oumar Sawadogo / Source : Le Soft

**Boues de vidange à Bamako : Des acteurs formés sur les techniques de gestion**



La gestion des boues de vidange dans le district de Bamako préoccupe les acteurs du secteur. La Coalition Nationale Campagne Internationale pour l'eau Potable et l'Assainissement (CN-CIEPA/WASH) en fait son cheval de bataille pour la tenue d'un atelier de formation des acteurs sur les techniques de gestion des boues de vidange, de plaidoyer et le partenariat public-privé dans les nouveaux programmes.

Un atelier de deux jours s'est tenu sur le sujet dans la salle de l'ONG-TDA -Terre Douce d'Afrique) sis à Sotuba ACI et a réuni des vidangeurs des six communes du district de Bamako, des représentants de GIE d'assainissement, des services techniques de l'Etat, des organismes internationaux et partenaires techniques et financiers. Dans la filière de l'assainissement au Mali, peu d'efforts sont consacrés aux boues de vidange. Les acteurs intervenant dans ce volet manquent de soutien digne de ce nom de la part des partenaires d'accompagnement. Et pourtant le besoin est très grand dans ce domaine en termes de formation des acteurs, fourniture de matériels de travail et de financement.

Fort de ce constat, la CN-CIEPA en partenariat avec NIYEL planifie la réalisation d'une série d'actions visant la capacitation des vidangeurs et les autres acteurs du secteur assainissement. Le top départ a été donné le 25 juillet dernier par la formation des acteurs de la plateforme sur les techniques de gestion des boues de vidange, de plaidoyer et le partenariat public privé dans les nouveaux programmes.

L'objectif visé est de contribuer à une meilleure participation des acteurs de la filière boue de vidange dans le processus de finalisation des nouveaux programmes nationaux sur l'assainissement et leur mise en œuvre.

« En tant qu'organisation de la société civile, nous interpellons les décideurs et les partenaires sur la nécessité de gérer le secteur la vidange à Bamako qui souffre de mal vivre. Une grande ville comme Bamako ne dispose pas de schéma directeur de gestion des boues de vidange. Cela n'est pas acceptable d'où l'engagement de la CN-CIEPA à mener dans actions dans le domaine des boues de vidange. La tenue du présent atelier répond ce souci », a fait savoir Dounantié Dao.

**Mali : CORA GOLD accélère dans son projet à Sanankoro**



D'ici à la fin de l'année, Cora Gold pourrait commencer la construction d'une mine d'or à Sanankoro. La hausse des estimations relatives aux ressources minérales maliennes ont fini de convaincre la junior minière cotée à Londres.

La Gold Belt dans le sud du Mali continue de tenir ses promesses, et la société minière Cora Gold a franchi un pas de plus dans son projet de construction d'une mine d'or à Sanankoro. Une étude de faisabilité définitive (definitive feasibility study – DFS) aura bien lieu au troisième trimestre cette année, mais la minière envisage déjà d'obtenir un financement par emprunt et par actions, le montant recherché devant être fixé après la DFS, selon son PDG Bert Monro. La construction de la mine devrait prendre entre 18 et 24 mois, ajoute-t-il.

Coté à l'Alternative Investment Market (AIM), le marché britannique des valeurs de croissance, à la Bourse de Londres (LSE), et domicilié dans les Îles Vierges britanniques, Cora Gold n'a pas de dettes et compte parmi ses actionnaires Brookstone Business (28,6 %)

Source : Jeune Afrique

Cette initiative a réjoui le président des vidangeurs du Mali qui a pris part à l'atelier. A ce propos Samou Samaké dira : « Les vidangeurs occupent une place de choix dans l'assainissement du district de Bamako, mais leur travail n'est pas valorisé par ceux-là qui devaient l'accompagner. Et cela en termes de matériels de travail, lieux de dépôt des boues et de financement. Cela n'est pas acceptable dans la mesure où le monde bénéficie de nos prestations. Si la CN-CIEPA pense à former les acteurs chargés de vidange, nous ne ferons que remercier le personnel de cette structure pour l'initiative jugée salutaire ».

HK / Source : Le Soft

**Recrudescence des attaques terroristes : Des observateurs recommandent de renforcer les renseignements et les contrôles**



Les attaques terroristes se multiplient ces derniers jours à travers le pays. Pourquoi cette recrudescence de l'insécurité, particulièrement dans les environs de la capitale ? Le grand dialogue a posé le débat ce lundi avec des observateurs.

En plus d'instaurer la terreur, il faut décrypter un message derrière ces attaques, affirme Kadiatou Keïta, analyste des questions sécuritaires. « Je pense qu'il y a un message effectivement de dire que nous sommes là. Notre force de frappe est toujours la même. Nous pouvons toujours attaquer y compris à Bamako. C'est la première chose à retenir. La deuxième chose à retenir c'est que de plus en plus, il faut sortir du cadre de dire qu'il y a des zones spécifiques concernées par les attaques terroristes », souligne-t-elle.

**L'appareil sécuritaire mis en cause**

Dr. Yacouba Dogoni, pointe des défaillances au niveau de l'appareil sécuritaire notamment les renseignements. « Quand on regarde ce qui s'est passé, six attaques dans la journée, aucune communication interceptée, aucune image traitée, aucune vidéo traitée. On ne pouvait pas comprendre qu'avec un service de renseignements assez efficace que ces attaques puissent être menées. Les services de renseignements ont vraiment failli ». Le sociologue appelle à renforcer les contrôles au niveau des postes frontières.

Même constat du côté de l'enseignant-chercheur Dr. Tieling Sissoko, Il propose la mise en place d'une force spécialisée contre le terrorisme, différente de la force antiterroriste déjà en place. « Il faut une autre force qui sillonne Bamako aussi et différents territoires et qui aura comme principale mission la traque des terroristes », propose-t-il. L'enseignant-chercheur ajoute qu'il faut aussi chercher à connaître l'ennemi qu'on combat. « Quand on combat quelqu'un, il faut le connaître d'abord. On ne sait pas encore qui est notre ennemi en fait. Et à partir du moment où on ne sait pas qui est notre ennemi, ces attaques peuvent être revendiquées par certains groupes », fait-il remarquer.

Ces observateurs conviennent aussi de la nécessité d'explorer la piste

**Mali : Bamako n'est pas en guerre avec les nations unies (A. Diop)**



Le chef de la diplomatie malienne, Abdoulaye Diop a déclaré mardi que «le Mali n'est pas en guerre avec les Nations unies» lors d'une visite d'un haut responsable de l'ONU, dont les relations avec Bamako se sont fortement dégradées ces dernières semaines.

« Le Mali n'est pas en guerre avec les Nations unies contrairement à ce que certains ont essayé de relater. Même dans une famille, il y a des difficultés, il y a des problèmes mais on les surmonte », a déclaré Abdoulaye Diop à l'issue d'une rencontre avec le Secrétaire général adjoint de l'ONU pour les opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix en visite du 24 au 28 juillet à Bamako.

M. Lacroix a souligné que la volonté onusienne était de « revoir ensemble la manière dont nous allons parvenir à l'avenir (...) à appuyer le Mali dans ses objectifs ».

Sa visite intervient quelques jours après l'expulsion du porte-parole de la Minusma, Olivier Salgado, accusé par la junte d'avoir publié sur Twitter, des « informations inacceptables » au lendemain de l'arrestation de 49 soldats ivoiriens à Bamako le 10 juillet.

Le Conseil de Sécurité a décidé récemment de prolonger d'un an le mandat de la mission de la paix au Mali (Minusma), au moment où la junte au pouvoir au Mali s'est fermement opposée à la liberté de mouvement des Casques bleus pour des investigations liées aux droits humains.

Mi-juillet, Bamako a également annoncé la suspension de toutes les rotations de la Minusma, arguant de la nécessité de tenir une « réunion » entre les deux parties pour « faciliter la coordination et la règlementation » des dites rotations.

Source : Agence Afrique

du dialogue pour trouver une solution à cette crise multiforme. Cela, en mettant les érudits à contribution.

Source : Studio Tamani



## Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

# BON A SAVOIR

### ■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

### ■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

### ■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

### ■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

### ■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

### ■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

### ■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

[www.oclei.ml](http://www.oclei.ml)

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>



# Faire du corridor Bamako Conakry un HUB : Le Mali, la guinée et la Turquie s'engagent

La journée du vendredi 22 juillet dernier fut un tournant dans la relance économique du Mali avec la ministre Madina Sissoko, à Conakry. Désormais, le groupe Albayrak sera un allié de taille qui fait du port de Conakry un hub indiqué par rapport aux offres ivoiriennes et sénégalaises.



**L**a ministre des transports a fait le tour de Conakry où elle a eu des échanges avec le gouvernement guinéen et le PDG Ahmet Albayrak du groupe portant le même nom.

Déjà, Mme Dembélé Madina Sissoko était au port où elle a visité l'espace dédié au Mali. Elle découvrira qu'il y a de nouvelles grues pour renforcer la capacité des lieux utiles en matière de déchargement afin de booster les capacités du port de Conakry comme voulu par Albayrak qui prévoit des extensions au fil des mois.

« Nous avons fait le tour, suivi l'état des aménagements et je découvre que le site dédié au Mali que nous visitons actuellement s'appelle Kidal. Ce qui m'a beaucoup marqué, et prouve bien qu'on pourra toujours compter sur la Guinée », a déclaré la ministre Madina.

Après cette étape, la délégation était au département de l'administration territoriale où le PDG d'Albayrak précisément Mr Ahmet Albarak

a été reçu par le ministre Mory Condé.

Le maître des lieux a salué le taux de production portuaire qui est passé de moins de 1000 T à plus de 2500 tonnes par jour. Aussi le ministre Mory Condé rappellera le travail fait par Albayrak en matière d'assainissement qui a promis un travail de qualité dans la circonscription de Conakry.

Juste après, la délégation ira au ministère des transports chez Mr Yaya Sow qui est très content de la cadence du chargement et déchargement des navires. Idem pour la productivité des travailleurs grâce aux équipements de pointe et renforcement des capacités. Il fera savoir que le port s'est assez renforcé et son département a des ambitions avec la coopération turque.

Enfin, la tournée prendra fin au siège de Alport, entité du groupe Albayrak qui gère le port. Sur place, le PDG Ahmet s'est exprimé en faisant le débriefing des audiences avec les autorités en ces termes : « La rencontre avec Mory

Condé portait sur la nouvelle stratégie d'assainissement alors que le ministère des transports a fait cas de l'achat de 300 nouveaux bus ».

Néanmoins, le PDG du groupe qui aura beaucoup fait pour le Mali durant les sanctions injustes de la CEDEAO fera cette confidence : " Albayrak compte désormais aller dans l'agriculture où la riziculture prend déjà forme dans la région de Boffa pour l'autosuffisance de la Guinée".

Un secteur dans lequel la Guinée fera face à ses besoins agricoles mais peut éventuellement être au profit du Mali dans la mesure où le département de l'agriculture est en lien avec le groupe Turque pour évacuer les denrées à destination de l'extérieur.

Idrissa Keita  
Source : Le Soft

# Attaques kamikazes : Le baroud d'honneur d'une katiba cernée de tous les côtés

**Tôt (vers 5h) vendredi dernier (22 juillet 2022), les Forces armées maliennes (FAMa) ont vigoureusement repoussé une attaque terroriste contre la caserne de Kati attaquée par 2 véhicules piégés bourrés d'explosifs. Le bilan est de 7 assaillants tués et 8 arrêtés. L'armée déplore un mort et six blessés, dont un civil. Une attaque qui survient aux lendemains d'attaques complexes et simultanées à travers le pays. Acculés par les FAMa, les Groupes armés terroristes (GAT) sont aux abois et tentent des actions désespérées pour sauver leur peau.**



**D**es terroristes de la Katiba Macina ont tenté des actions kamikazes avec 2 véhicules piégés bourrés d'explosifs contre une installation de la Direction du matériel, des hydrocarbures et des transports des Armées (DMHTA) à Kati. N'ayant pas bénéficié de l'effet de surprise, ils ont été dérouterés par la foudroyante riposte des Forces armées maliennes (FAMa) qui ont perdu un élément contre 7 terroristes tués et 8 arrêtés.

La veille, jeudi dernier (21 juillet 2022), 3 soldats et 7 terroristes ont été tués dans des attaques complexes dans le centre et l'ouest du Mali. Ces attaques presque simultanées ont visé les FAMa à Douentza, Koro, Thy (Sévaré), Bapho, Ségou et Kolokani faisant également 18 blessés dans les rangs de l'armée.

Des attaques qui interviennent quelques jours après celle perpétrée le 15 juillet dernier contre le poste de contrôle de Zantiguila (à environ 50 km de Bamako) qui a fait six morts (2 gendarmes, 1 policier et trois civils). Les GAT se rapprochent-ils alors dangereusement de la capitale ? Pas de doute pour les oiseaux de

mauvaise augure qui ne cessent de publier sur les réseaux sociaux que des terroristes lourdement armés sont en route pour Bamako. Géographiquement, ces attaques sont très proches du district. Sauf qu'il faut aussi savoir qu'aucune capitale du monde n'est à l'abri d'une attaque terroriste.

Il n'y a pas de doute que l'attaque de vendredi dernier a pour objectif la déstabilisation de la première Institution de l'État, en l'occurrence le Colonel Assimi Goïta qui loge d'ailleurs à Kati. Tout comme son ministre de la Défense et des Anciens combattants. Elle visait aussi à saper le moral des troupes. En effet, si les terroristes avaient réussi leur coup, cela aurait pu marquer psychologiquement les FAMa puisque Kati est connue comme le fief de l'Armée malienne.

Mais, pour certains observateurs le message est clair : les GAT veulent convaincre les Maliens que, malgré la montée en puissance de l'armée, ils peuvent attaquer là où ils veulent et quand ils veulent ! Sauf que la méthode de plus en plus utilisée est celle des organisa-

tions criminelles aux abois car acculées dans leurs derniers retranchements et incapables d'agir sur leur terrain de prédilection.

En effet, le recours aux opérations kamikazes, un mode opératoire désespéré, démontre à suffisance que la Katiba du Macina est cernée et aux abois. Comme nous le confiait un confrère spécialisé en questions de sécurité et de défense, «les GAT sont aux abois sur le terrain. Ils essaient maintenant d'exister par des attentats de ce genre. Leur stratégie maintenant c'est l'évitement».

Des actions désespérées pour se maintenir en vie

Il y a peu de doute sur le fait que les récentes attaques sont des «tentatives désespérées des terroristes de la Katiba Macina» pour se maintenir en vie. La preuve est que peu d'obus tirés par les GAT ces derniers jours ont atteint leurs cibles. Et la cible de l'attaque de Kati (Direction du matériel, des hydrocarbures et des transports des Armées/DMHTA) semble indiquer aussi que cette Katiba affiliée au GSIM d'Iyad Ag Ghali doit être confrontée à des difficultés logistiques et financières. Elle a tenté cette attaque aussi audacieuse et périlleuse pour atteindre l'armée au cœur en lui coupant son cordon d'approvisionnement.

Il est vrai que les FAMa ont jusque-là brillé par leur promptitude dans la réaction et surtout par la puissance de feu de leur riposte. Néanmoins, il faut redoubler de vigilance parce que les GAT sont aujourd'hui prêts à tout pour ne pas être totalement exterminés. Nous pensons qu'il faut alors réactiver l'Etat d'urgence et surtout interdire la circulation entre les villes durant la nuit (entre 20h et 6h du matin par exemple). Sauf bien entendu pour les Forces armées et les cas d'urgence (évacuation sanitaire d'urgence...). Il faut également surveiller les ouvrages stratégiques comme les ponts, les barrages, les centrales électriques...

Tout comme il est urgent de revoir tout le dispositif sécuritaire autour de la capitale en réorganisant les services de renseignements en fonction de la menace. Sans compter que les populations doivent aussi pleinement jouer leur rôle dans le renseignement afin de permettre aux Forces de défense et de sécurité (FDS) d'anticiper sur les attaques.

Moussa Bolly  
Source : Le Matin

Préparez à **SUP MTI BENI MELLAL** votre carrière  
 d'**INGÉNIERIE** et de **MANAGER**

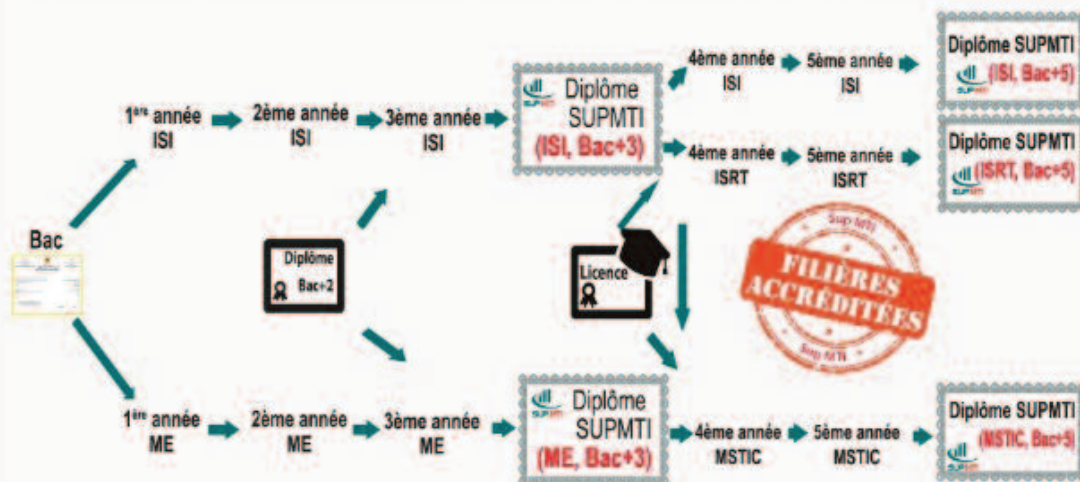
**ÉCOLE DE MANAGEMENT**

- ✓ Management des Entreprises (**ME Bac+3**)
- ✓ Management des Systèmes et Technologies de l'Information et de Communication (**MSTIC Bac+5**)

**ÉCOLE D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE, RÉSEAUX ET TÉLÉCOMS**

- ✓ Ingénierie des Systèmes Informatiques (**ISI Bac+3**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes Réseaux et Télécoms (**ISRT Bac+5**)
- ✓ Ingénierie des Systèmes d'Information (**ISI Bac+5**)

L'EXCELLENCE  
 PAR LA FORCE  
 DU GROUPE  
 DES ÉCOLES  
**SUP MTI**



**Diplômes Bac+3 et Bac+5**

Partenaires :



Certificats  
 Internationaux :



Nationalités des étudiants de **SUP MTI Béni Mellal**



**SUP MTI BENI MELLAL**

**Contacteur au Mali**

Boulevard Hassan II,  
 Quartier Al Adarissa  
 (au-dessus du café voltaire)  
 (+212) 612 993 056  
 (+212) 5 23 42 22 33/34  
 hamidaitsaid@supmti.ac.ma  
 @supmtibm  
 @SUPMTIBeniMellal

D&D Consulting  
 HAMDALLAYE ACI2000, RUE 330, PORTE 10  
 +223 698883 05/82017575  
 mdoumbia1@yahoo.fr

## Avis :

### Concours de Bourse d'Excellence, 7ème Edition 2022

L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (**SupMTI**) de **Beni Mellal** au Maroc en partenariat avec **D&D consulting** au Mali informe les Bacheliers, les Techniciens Spécialisés et les Licenciés dans toutes les spécialités, qu'elle organise un **concours** pour l'attribution des bourses d'excellence aux étudiants afin de poursuivre leurs études supérieures à **SupMTI Beni Mellal** au Maroc dans l'une des filières suivantes :

#### ÉCOLE DE MANAGEMENT DES AFFAIRES (BAC+4) :

- Audit et Finance d'Entreprise
- Finance, Banques et Assurances
- Management de Qualité et Gestion de Projets
- Management des Ressources Humaines
- Marketing et Communication Digitale
- Marketing et Management Commercial d'entreprise

#### ÉCOLE DE GENIE INFORMATIQUE (3 ANS APRES « 2 ANNEES PREPARATOIRES ») :

- Classes préparatoires au cycle ingénieur en Technologies de l'Information
- Cloud, Internet des Objets et Mobiles
- Ingénierie de la Data Science
- Ingénierie des Systèmes, Réseaux et Télécoms
- Ingénierie des Systèmes d'information

Pour participer à ce concours, veuillez envoyer une copie certifiée de votre diplôme et les relevés de note deux dernières années d'études, à l'adresse courriel suivante: [mdoumbia1@yahoo.fr](mailto:mdoumbia1@yahoo.fr) au plus tard le **30 septembre 2022**.

Pour toutes informations, veuillez appeler aux : **+223 69 88 83 05, +223 82 01 75 75, D & D Consulting, dont le siège se situe à Hamdallaye ACI 2000, Rue 330 – Porte 10, Bamako, Mali.**

**NB :** Les dossiers enregistrés et collectés par D&D consulting sont envoyés à la Direction de L'Ecole Supérieures de Management, de Télécommunications et d'Informatique (SupMTI) de Beni Mellal au Maroc qui fera le choix des candidats sur la base des dossiers, des critères de compétence et de mérite bien définis par l'établissement.

## Transition : Mécanisme conjoint de suivi du chronogramme mis en place



**D**ans le cadre du lancement officiel des travaux du Mécanisme conjoint de suivi du Chronogramme de la Transition avec la Cédéao, l'Union africaine (UA) et les Nations unies, le Médiateur Goodluck Jonathan a séjourné la semaine dernière dans notre pays. Et vendredi dernier (22 juillet 2022), il a été reçu en audience par le président de la Transition, Colonel Assimi Goïta.

Selon lui, le but de sa visite était de suivre l'évolution de la Transition et encourager les autorités maliennes à poursuivre les efforts qu'elles déploient pour le retour à l'ordre constitutionnel. Et à sa sortie d'audience avec le président Goïta, le Médiateur de la Cédéao s'est dit jusqu'ici satisfait du processus de Transition en cours.

«Nous pouvons dire que jusqu'ici le processus suit le chemin. Une loi a été votée par le CNT pour l'organisation d'élections libres et transparentes. Hier aussi (jeudi 21 juillet 2022) j'ai eu l'occasion d'assister à l'installation du mécanisme conjoint de suivi du chronogramme. J'ai également été invité par le ministre de l'Administration territoriale, qui est un partenaire clé dans la mise en œuvre du processus de Transition, à prendre part à la rencontre entre le gouvernement et les partis politiques», a-t-il confié à la presse.

«On m'a assuré que ces rencontres allaient continuer. La partie gouvernementale va rencontrer aussi la société civile... Tous ces efforts convergent vers la bonne marche du

processus de Transition», a-t-il poursuivi. C'est donc avec un optimiste justifié qu'il a quitté le pays vendredi dernier avec sa forte délégation.

### ANR : Le Comité indépendant de suivi-évaluation des recommandations installé

Le président de la Transition, Colonel Assimi Goïta, a présidé la cérémonie d'installation des membres du Comité indépendant de suivi-évaluation des Assises Nationales de la Refondation (ANR). C'était le mardi 19 juillet 2022 dans la salle des banquets de Koulouba. Ce Comité indépendant est pluridisciplinaire. Il est composé de juristes, d'experts, de planificateurs, d'anciens ministres et diplomates, ainsi que d'enseignants à la retraite. Leur choix ne relève nullement du hasard, a précisé le Chef de l'État.

«La cérémonie de ce matin constitue un pas supplémentaire de notre peuple dans sa marche résolue vers la refondation de l'État», a déclaré le président de la Transition. Il a rappelé aux membres de ce Comité leurs missions, à savoir mesurer l'exécution et les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations des ANR ; collecter des informations ; gérer les bases de données ; suivre les indicateurs de résultat ; produire et publier des rapports.

Selon Amadou Tiéoulé Diarra (avocat et Coordinateur général du Comité), à travers cette

cérémonie d'installation, le président Goïta a manifesté l'intérêt qu'il portait non seulement aux travaux des Assises nationales de la refondation, mais aussi à la suite qu'il souhaiterait donner à ce grand dialogue qui a réuni les Maliens venus d'horizons divers et lointains. Il a rassuré le Chef de l'État que leurs rapports seront les baromètres qui vont servir à l'informer sur cette phase cruciale de l'évolution de l'État malien.

### ECONOMIE : La Banque mondiale lève la suspension des décaissements en faveur du Mali

A la suite du paiement par l'État du Mali de ses échéances dues à la Banque mondiale dès la levée des sanctions de la Cédéao et de l'Uémoa, le vice-président de la Région Afrique de l'ouest et du centre de la Banque a adressé au ministre de l'Économie et des Finances une correspondance datant du 18 Juillet 2022. Dans cette missive, M. Ousmane Diagana a annoncé à Alousséni Sanou la levée de la suspension des décaissements relatifs aux projets et aux programmes financés par la Banque mondiale au Mali.

«Nous avons le plaisir de vous informer que la Banque mondiale a reçu tous les paiements en retard mentionnés dans l'avis de suspension et tous les autres paiements dus par le pays membre et l'emprunteur et échus depuis la date de suspension mentionnée dans ledit avis. Le Pays Membre et l'Emprunteur sont donc à jour de tous les paiements qu'ils doivent à la Banque au titre des prêts suspendus. Par conséquent, la suspension des retraits au titre des Prêts Suspendus a été levée à compter du 18 juillet 2022», a mentionné le vice-président de la Banque mondiale dans sa correspondance.

Cette diligence du ministère de l'Économie et des Finances permettra ainsi, dans les plus brefs délais, le déblocage des paiements en souffrance des entreprises concernées et également la relance immédiate des activités desdits projets et programmes.

Source : Le Matin

# Face aux actes terroristes : Modibo Sidibé, me Mamadou Konaté, Malick Coulibaly, Abdourhamane Dicko... appellent les maliens à l'union sacrée !

Les actes terroristes de la semaine dernière à travers le pays ont suscité des réactions au sein des forces vives de la nation. On re-tient surtout des appels à l'union sacrée derrière notre Armée nationale.



Les dernières attaques nous rappellent que nous devons plus que jamais demeurer unis et vigilants face à la volonté meurtrière de l'ennemi. Je condamne avec la dernière rigueur ces actes barbares... », a réagi Modibo Sidibé, ancien Premier ministre et président des Forces Alternatives pour le Renouveau et l'Émergence (FARE An Ka Wuli), sur twitter.

«Les événements du jour (l'attaque de Kati le vendredi 22 juillet 2022) rappellent comment notre environnement sécuritaire est encore précaire et comment l'unité ainsi que l'union sont nécessaires pour sortir notre pays du harcèlement terroriste», a rappelé M. Abdourhamane Dicko, membre influent de la société civile au Mali. «La multiplication des incidents témoigne de la capacité de nuisance des groupes terroristes mais aussi de la portée de l'action militaire des FAMA contre eux. Cette action ne doit point faiblir, mais elle ne saurait, à elle seule, venir à bout des terroristes. Elle

a besoin de la coopération des populations dans un environnement emprunt de confiance entre elles et les FAMA», a-t-il insisté.

A son avis «cette confiance se construit sur le respect de la diversité et la dissociation de l'individu du collectif. Un membre d'un groupe ethnique quelconque présumé coupable d'une action terroriste ne doit point être considéré comme un représentant d'une communauté. C'est dire qu'il faut éviter la stigmatisation et le délit de faciès qui sont instrumentalisés par les groupes terroristes contre l'État et renvoient à une durée incertaine la résolution de nos problèmes multidimensionnels».

«Ces attaques sont à la fois inacceptables et incompréhensibles... La cohésion nationale est l'ultime gage de l'unité et la stabilité, pour sauver la patrie mère de ses ennemis de plus en plus déterminés à casser», a aussi souligné Me Mamadou Ismaila Konaté, avocat et ancien ministre de la Justice.

Quant à Malick Coulibaly, également juriste et

ancien Garde des sceaux, il a indiqué que «cette vague d'attaques terroristes ignobles nous interpelle tous. Les acteurs politiques et la société civile doivent sceller l'union sacrée autour du Mali. Les citoyens doivent redoubler de vigilance et collaborer avec les forces de défense et de sécurité». Et cela d'autant plus que, en pareille circonstance, «la défense de la patrie nous engage tous. Il n'y aura point d'îlot de sécurité et de prospérité dans un océan de KO et de misère ! Notre pays est menacé, cela doit impacter nos comportements et attitudes».

Aujourd'hui, comme l'a si bien dit A. Dicko, les Maliennes et Maliens ont besoin de taire leurs divergences pour apporter un soutien inconditionnel à notre vaillante armée !

M.B

Source : Le Matin

# Mali-Nations Unies : L'entente cordiale ?

« Contrairement aux allégations de certains médias, le Mali, n'est pas en guerre avec les Nations unies ». Le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale Abdoulaye Diop, l'a dit à l'occasion de la conférence de presse qu'il a conjointement animé avec le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, le mardi 26 juillet 2022. C'était juste après la séance de travail qu'ils ont ce jour à Koulouba que des deux personnalités se sont adonnées à cet exercice face aux médias. Cette activité s'inscrit dans le cadre du renforcement des relations de coopération entre le Mali et les Nations Unies.



L'occasion a été opportune pour les deux personnalités d'expliquer aux professionnels de médias les enjeux de la visite de M. Jean-Pierre Lacroix au Mali. Cette activité a été marquée par la présence du chef de la MINUSMA, El Ghassim WANE. Cette visite de travail du Chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU intervient dans un contexte de fortes tensions entre le Mali et l'ONU. En effet, au lendemain du vote à une large majorité, le 29 juin 2022, par le Conseil de sécurité du renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) pour 1 an, le gouvernement malien avait exprimé son opposition ferme à la liberté de Mouvement de la MINUSMA dans l'exécution de son mandat dans le domaine des droits de l'homme. « **Le Mali n'est pas en mesure de garantir la liberté de mouvement pour des enquêtes de la MINUSMA sans l'accord préalable du Gouvernement** », avait déclaré Issa KONFOUROU, l'Ambassadeur du Mali à l'ONU.

Prenant parole, le ministre Abdoulaye DIOP a déclaré que le Mali appréciait à sa juste valeur l'initiative de l'ONU de venir discuter avec les autorités maliennes. Car, dit-il, « **c'est à travers le dialogue et la discussion franche que nous pouvons aplanir les difficultés** ». En outre, le diplomate a tenu à préciser que contrairement aux allégations de certains mé-

dias, le Mali, n'est pas en guerre avec les Nations unies. Ainsi, il a souligné que cette visite constitue une aubaine pour le Mali et l'ONU pour discuter du renouvellement du mandat de la MINUSMA. Mais aussi et surtout des positions de principe que le Mali a affirmé par rapport à ce qu'il estime être une politisation des questions des droits de l'homme.

De ses propos, il ressort que la question des droits de l'homme fait partie de l'ADN des Nations unies et que le Mali se conforme aux droits de l'homme conformément aux Conventions et Traités internationaux ratifiés par notre pays. « **Nous le faisons aussi parce que nous pensons que la protection des droits humains est consubstantielle de notre histoire et de notre culture** », a-t-il dit. « **On ne peut pas travailler au Mali contre l'État malien** », a indiqué le ministre DIOP.

Aussi, le diplomate a fait savoir que les échanges ont porté sur la nécessité pour le gouvernement de donner rapidement son Accord pour la rotation des contingents.

De ce fait, il a tenu à préciser que le Mali ne met pas d'obstacles spécifiques pour bloquer les activités de la MINUSMA. « **Il est souvent obligé de prendre certaines décisions en fonction des contraintes contextuelles. Il s'agit de travailler ensemble pour lever des obstacles et éviter qu'il y ait incidents** », a-t-il fait savoir.

Se prononçant sur la polémique soulevée par

l'arrivée d'un contingent ivoirien à Bamako le 10 juillet 2022, il a tenu à saluer les efforts de transparence de la MINUSMA qui a répondu à toutes les préoccupations soulevées par le Mali sur cette question. « **La question de l'arrivée de ces hommes en uniforme a été un réveil brutal pour le Mali. Nous pensons qu'un détachement de forces étrangères ne peut pas arriver sur le territoire malien sans informer les autorités. Sans communiquer la liste du matériel** », a-t-il déploré.

A cet effet, il a soutenu que ce contingent n'a rien à voir avec ni les contingents réguliers de la MINUSMA ni les éléments nationaux de sécurité. Dès lors que cette présence est jugée illégale, elle est, de l'avis de M. DIOP, attentatoire à la sécurité de l'État malien. C'est pourquoi, dit-il, l'affaire a été portée devant la justice, même si une médiation est en cours. Pour sa part, Jean Pierre LACROIX a déclaré que cette visite arrive au bon moment. « **Le moment est propice pour mettre à profit la dynamique positive en cours au Mali depuis quelques semaines, revoir ensemble la manière pour travailler ensemble à l'avenir. Et cela, de manière à appuyer le Mali dans ses efforts afin qu'il y ait un retour de l'autorité de l'État sur l'ensemble du pays** », a-t-il souligné.

Pour lui, le renouvellement du mandat de la MINUSMA a été accompagné d'une demande du Conseil de sécurité de procéder à une revue stratégique. « **Notre vocation, c'est d'appuyer l'État malien, les populations maliennes** », a-t-il déclaré.

Il a mis un accent particulier sur la nécessité de lever d'urgence la suspension de rotation des contingents de la MINUSMA. « **La rotation des contingents est une question vitale pour la MINUSMA, d'où l'urgence de lever rapidement cette suspension** ».

■ Maffenin Diarra

# Débats au sommet : Le Chef de l'État rencontre Les gouverneurs de régions

Les rideaux sont tombés, le mardi 26 juillet 2022, sur la rencontre du Président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta avec les gouverneurs des 19 régions administratives du Mali et celui du District de Bamako. Les gouverneurs, à tour à tour, ont exprimé leurs besoins prioritaires. Il s'agit notamment du renforcement du maillage sécuritaire de toutes les régions par la création des postes de sécurités, le retour des services sociaux de base sur l'ensemble du territoire, etc. C'était en présence, du Chef de Gouvernement, Dr Choguel Kokalla Maïga, le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Porte-Parole du gouvernement, ainsi que l'ensemble des membres du Gouvernement. Les débats s'inscrivent dans le cadre des échanges directs entre le Chef de l'État et les représentants de l'exécutif au niveau régional.



**S**ans détour, les gouverneurs des régions et du district de Bamako, ont salué cette initiative du chef de l'État, premier du genre, d'échanger directement avec les représentants de l'État dans les régions. Le porte-parole des gouverneurs des régions, Daouda Maïga, a laissé entendre que l'on ne peut rester inerte lorsque le président de la Transition consacre 48 heures de son agenda à écouter avec une grande attention les gouverneurs et à les recevoir individuellement en ces moments si difficiles pour notre nation. Les gouverneurs des régions et du District de Bamako sont ragailleardis dans leurs missions de représentant de l'État, leurs préoccupations, celles de leurs populations n'auraient pas certainement eu meilleure tribune d'expression. « **Vos recommandations qui sont des instructions pour nous, ont été bien notées. Il s'agit pour notre devoir de veil-**

**ler à la bonne gouvernance grâce à laquelle nos ressources pourraient être utilisées de manière efficace et efficiente, de mettre notre souveraineté nationale au-dessus de tout, de nous assurer que nos partenaires respectent nos choix et orientations politiques, de nous préoccuper inlassablement du bien-être de nos populations, d'impliquer les citoyens dans la lutte contre l'insécurité récurrente dans la mesure de leurs capacités et prérogatives, de lutter contre la corruption, la mauvaise gestion et favoriser un climat de justice et d'équité, de faire de la sécurité de nos concitoyens et de nos territoires une préoccupation permanente en soutenant nos Famas**», a-t-il égrené.

Le Président de la Transition, le colonel, Assimi Goïta dira à ces demandes légitimes que gouvernement s'évertuera à apporter des réponses

à hauteur de souhait à court, moyen et long terme. « **D'ores et déjà, j'instruis les membres du Gouvernement, chacun en ce qui le concerne, d'élaborer un chronogramme pour satisfaire les besoins exprimés par les gouverneurs. Toutefois cela se fera en fonction des moyens actuels de l'État. L'exécution du chronogramme fera l'objet de suivi par le ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, Porte-parole du gouvernement, à qui les gouverneurs rendront compte mensuellement. Dans l'immédiat et pour le compte du deuxième semestre 2022, les actions prioritaires feront l'objet d'exécution des structures concernés en rapport avec les représentants de l'État dans les régions. Pour l'année 2023, le chef de l'État a invité le gouvernement à prendre les dispositions pour satisfaire au maximum les besoins prioritaires exprimés par les gouverneurs** », a-t-il dit.

Le Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta a annoncé que cette journée sera instituée comme celle de la rencontre du Chef de l'État avec les gouverneurs afin d'établir un cadre d'échanges directs entre le chef de l'État et « **Enfin, j'exhorte les gouverneurs à œuvrer au quotidien, avec l'ensemble de leurs collaborateurs, pour rapprocher davantage l'État des citoyens dans le cadre du processus de refondation en cours dans le pays. Pour cela vous devez rester à l'écoute permanente des populations et leurs rendre des services de qualité** », a conclu le Colonel Assimi Goïta, chef de l'État.

■ Ibrahim Sanogo



# Commission de rédaction : Changer de Constitution et non la Constitution

Fousseyni Samaké Président de la Commission de rédaction de la nouvelle Constitution a fait bien comprendre l'objet de la mission de sa commission en affirmant, à l'entame de sa rencontre avec les acteurs politiques "Nous allons changer de Constitution, nous n'allons pas changer la Constitution". Ainsi le bateau pour la rédaction de la nouvelle Constitution a visiblement pris le large. Le président de la commission de la rédaction de la nouvelle Constitution, Fousseyni Samaké, a brisé la glace de méfiance pour rencontrer l'ensemble de la classe politique. C'était, le mardi 26 juillet 2022, au Centre international de Conférences de Bamako (CICB). Objectif : recueillir les propositions et suggestions des partis et regroupements politiques du pays.



Cette rencontre a été mise à profit par le Président de la Commission de rédaction de nouvelle Constitution, Fousseyni Samaké, pour expliquer le bien-fondé de la volonté du gouvernement aux acteurs politiques sur la nécessité pour le Mali de rédiger une nouvelle constitution. « **Nous allons changer de Constitution, nous n'allons pas changer la Constitution. Nous changeons de Constitution. Changer de Constitution, c'est une nouvelle Constitution. Ça veut dire que vous avez la faculté absolument de tout reprendre. Changer la constitution, c'est le processus de révision de la Constitution. C'est la mission qui nous a été confiée. Pour ce faire, il faut aller à l'inclusivité. Faire en sorte que toutes les forces vives de la nation participent au processus. Tout ce travail doit s'effectuer dans un espace de deux mois** », a-t-il précisé.

Et de poursuivre que les partis politiques jouent un rôle indispensable dans la réussite de ce processus important de la gouvernance d'un État. Dans la même dynamique, il a sollicité l'accompagnement des formations politiques pour la réussite de ce processus déterminant pour l'avenir de la Nation malienne. Dans le souci de travailler dans l'in-

clusivité, comme recommandé par le Chef de l'État, le Président de la Commission de la rédaction de la nouvelle Constitution a donné plus de temps aux formations politiques pour faire parvenir leurs contributions. Toutefois, il a insisté sur l'impératif de respecter le délai de deux mois imparti par le Président de la Transition. Il n'a pas manqué de rappeler que la rédaction de cette nouvelle Constitution fait partie du chronogramme de la Transition.

Après cette intervention, sans langue de bois, les représentants des partis acquis à la cause ont salué cette démarche participative à la refondation de la nation tout en émettant certaines réserves notamment sur le deadline accordé pour faire parvenir les contributions. Suite à l'intervention de plusieurs acteurs politiques, le président de la commission, dans le souci de ratisser large, a jugé nécessaire de donner un délai de deux semaines, jusqu'au 8 août 2022. Ce délai permettra aux partis politiques de se concerter et d'apporter leurs propositions. « **Ce qui nous est demandé dans la lettre de mission que le président de la transition a donnée au président de cette commission, c'est de capitaliser tout ce qui a été prévu dans les précédentes tentatives de révision de la Constitution et de faire en sorte que tout en prenant en**

**charge les spécificités du Mali que nous nous inscrivons dans un mouvement général ou aujourd'hui dans le monde il y a certains principes qui sont quasiment universels et que vous ne pouvez évacuer. Il y a des principes intangibles qui sont dans toutes les Constitutions que personne ne peut remettre en cause. Le souci majeur de la commission, c'est de donner un produit qui reflète les aspirations profondes des Maliens** », a-t-il fait savoir.

Par ailleurs, il faut préciser le débat pour la rédaction de la nouvelle Constitution concerne toutes les composantes de la population malienne dans l'inclusivité totale. Après les acteurs politiques, la Commission rencontrera la société civile, le jeudi 28 juillet 2022. Les concertations vont se poursuivre au niveau des régions et du District de Bamako. Ces consultations régionales se tiendront le 2 août prochain. Au niveau régional, 5 chefs-lieux de régions accueilleront les consultations : Kayes, Ségou, Mopti et Gao et le District de Bamako.

■ Ibrahim Sanogo

## « Le doux plaisir des mots » : Rose Diakité veut réconcilier les jeunes avec le pouvoir naturel de séduction de la poésie

« Le doux plaisir des mots » est le recueil de poèmes dont la cérémonie officielle de dédicace a eu lieu le 16 juillet 2022. C'est une œuvre de l'écrivaine et conseillère conjugale Mme Diakité Rokiadou Diakité dite «Rose».



« Un refrain de gratitude » ! Ainsi sommes-nous tentés de qualifier le très inspirant recueil de poèmes dédicacé le samedi 16 juillet 2022 par l'écrivaine et conseillère conjugale Mme Diakité Rokiadou Diakité dite Rose. Tout comme « tranche de vie » aurait pu aussi bien résumer ces poèmes d'une densité émotionnelle rare qu'on trouve dans « Le doux plaisir des mots ». En fait, notre « Rose sans épines » est une poétesse dans l'âme. La poésie semble doter cette sublime dame d'un autre pouvoir en plus de celui de séduction de sa beauté fascinante. La beauté de l'inspiration est dans la justesse de chaque mot choisi pour rythmer les vers. « Le choix des mots pour préciser une émotion aurait une influence sur la façon dont vit ou a vécu cette émotion », souligne la poétesse dans l'avant-propos. Et cela même si, rappelle-t-elle, « décrire ce que nous ressentons de manière précise n'est pas aussi facile qu'on peut le croire ». En effet, poursuit Rose Diakité, « nous éprouvons parfois des difficultés importantes à identifier et à exprimer nos sentiments. Ce qui peut parfois nous bloquer ». Avec toute la pudeur qui caractérise sa frêle mais attachante personne, Rose exprime ici

ses sentiments et livre ses combats par les vers. Le mot est son arme fétiche. « Pouvoir mettre des mots sur nos sentiments nous permet de rendre notre expérience plus palpable, donc de mieux comprendre et cerner nos sentiments », dit-elle. Ce recueil est précieux parce qu'il permet à cette dame réservée de nous livrer une partie d'elle-même, de ses combats, de ses valeurs et de ses convictions. C'est un beau recueil qui est l'expression de son cœur, de ses sentiments, de ses émotions et aussi ses convictions ! « Ce livre se veut un guide pour habiller nos émotions, nos sentiments de poésie », nous confie l'écrivaine. Un ouvrage consacré aux jeunes générations qui ont laissé « la galanterie aux oubliettes vu la facilité qu'offrent les nouvelles technologies de la communication ». Comme si les prouesses technologiques les ont sevrés des élans naturels du cœur. L'art de séduire par le verbe a été noyé dans le virtuel. D'où la quasi-incapacité à évaluer le degré de la passion romantique, la noblesse et la sincérité des sentiments exprimés. « Le doux plaisir des mots » est une contribution de Rose pour pallier ce manque de chaleur humaine à nos relations sentimentales.

Ce recueil de 92 pages (Figura Editions) est divisé en deux parties entre « Les mots » et « Amour-Nectar ». Il faut rappeler que Rose n'est pas une néophyte dans le monde littéraire malien puisqu'elle est l'auteure de « Réussir sa vie de couple ». Une œuvre qui perpétue le savoir et le savoir-faire hérités de la charismatique conseillère conjugale, Mme Diakité Adja Bani Kébé dite la « Maman Nationale », qui est sa mère.

La poésie est une passion pour cette titulaire d'un Master en Méthodes informatiques appliquées à la gestion des entreprises (MIAGE) et qui a fait de la défense et de la promotion des personnes vivant avec des déficiences son cheval de bataille. Coach, elle a réussi à prouver par son engagement et sa détermination que « le handicap n'est pas un obstacle insurmontable ». Et le meilleur soutien que l'on puisse apporter à cet « cas d'école » (en terme de développement personnel), c'est de payer, de s'offrir et d'offrir « Le doux plaisir des mots ». Un recueil en vente à 5 000 F Cfa.

Moussa Bolly  
Source : Le Matin



## Côte d'Ivoire : Le Conseil du Café-cacao et l'IDH signent une convention pour une augmentation des revenus de plus de 100 000 producteurs ivoiriens

Le Conseil du Café-cacao Côte d'Ivoire et l'IDH, the Sustainable Trade Initiative ont partagé leur ambition de poursuivre les actions visant à favoriser l'émergence des agriculteurs et coopératives professionnelles en Côte d'Ivoire au cours d'une cérémonie tenue ce mercredi 27 juillet 2022 à Abidjan-Plateau.

IDH, the Sustainable Trade Initiative avec le soutien du Conseil du Café-cacao, a entrepris la création de Cocooperation, un programme qui s'inscrit dans la concrétisation des opportunités décelées au sein des communautés cacaoyères.

Dans le cadre de ce programme, IDH et le Conseil mobiliseront les acteurs de la filière cacao parmi lesquels les exportateurs, les chocolatiers et les institutions financières pour collaborer avec les producteurs et leurs coopératives pour des exploitations plus rentables et plus résilientes.

Grâce à ce partenariat international, IDH et le

Conseil Café cacao aspirent à augmenter les revenus d'au moins 100 000 producteurs de cacao en quatre (4) ans, en favorisant l'investissement dans les exploitations cacaoyères pour leur transformation en véritables entreprises agricoles.

Cocooperation fait partie de la feuille de route d'IDH pour le revenu décent du producteur de cacao. Il s'annonce donc être une excellente opportunité pour les producteurs de cacao de se voir garantir un accès à des produits et services y compris des crédits bancaires leur permettant d'améliorer la productivité des exploitations.

Ce programme vise par ailleurs à faire bénéficier des conseils techniques appropriés aux producteurs pour permettre l'investissement dans leurs activités et celles de leurs coopératives; pour la mise en place d'entreprises agricoles performantes et rentables tout en diversifiant leurs activités pour s'assurer un revenu stable toute l'année.

Avec cette alliance, les membres souhaitent réduire l'écart moyen par rapport au niveau de revenus viables d'au moins trente pour cent (30%). « Nous voulons aider les producteurs de cacao à rendre leurs exploitations durables afin qu'ils puissent continuer à travailler de manière autonome. Ainsi, nous offrons non seulement une nouvelle perspective aux producteurs de cacao, mais conférons également de la valeur à l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement du cacao en Côte d'Ivoire », a expliqué Mme Mbengone Ayivi, Senior Program Manager Cocooperation

Cette première alliance internationale visant à augmenter les revenus est un moyen de rendre les producteurs de cacao défavorisés plus forts. Cela implique d'offrir une assistance technique et d'allouer des crédits dans l'intérêt de la chaîne d'approvisionnement, tout en partageant des données qui contribuent à l'objectif. Mbengone Ayivi a soutenu que « la collaboration est essentielle à la réussite de notre mission. Maintenant que nous avons uni nos forces, je suis convaincue que nous pouvons réaliser notre ambition d'assurer à 100 000 familles de producteurs de cacao ivoiriens des revenus plus décents.»

Selon lui, en alliant connaissance, expertise, technologie et un meilleur accès au crédit ils recherchent des solutions pérennes. «Ensemble, nous créons une solution durable pour les producteurs de cacao.» conclu-t-il.

Cyprien K. avec Sercom  
Source : abidjan.net

## Niger : BIA s'engage à financer la construction de salles de classe en matériaux définitifs



**B**IA Niger, filiale du groupe BCP (Maroc), s'associe à la Fondation Issoufou Mahamadou (FIM) dédiée à la mobilisation des ressources au profit d'une éducation de qualité et s'engage dans le financement de la reconstruction de salles de classe, initialement édifiées en paillottes.

Dans ce cadre, une convention de partenariat tripartite a été signée le 14 juillet 2022, par BIA Niger, la FIM et le Ministère de l'Éducation Nationale représentés par Mme Nana Aissa ANGO, Directrice Générale de BIA Niger, Pr Ibrahim NATATOU, Ministre de l'Éducation Nationale et M. Ibrahim WEIFANE, Secrétaire Exécutif Adjoint de la Fondation Issoufou Mahamadou.

À travers cette convention, BIA Niger s'engage à financer la reconstruction de 5 salles de classe en matériaux définitifs au niveau de l'école Lossougoungou 5, située dans la ville de Niamey. Le projet constitue une solution de long terme visant à garantir de meilleures conditions d'apprentissage aux écoliers et aussi assurer leur sécurité.

À cette occasion, Mme Nana Aissa ANGO a déclaré : « BIA Niger n'a pas hésité à soutenir la Fondation Issoufou Mahamadou qui partage nos principes de bonne gouvernance, de responsabilité sociétale des entreprises ainsi que de gestion performante et sécurisée ».

Pour sa part, Pr Ibrahim NATATOU a affirmé que la contribution de BIA Niger à ce projet donnera

une nouvelle dimension au système éducatif du pays. Cette initiative contribuera également aux actions de l'ambitieux Programme de Renaissance acte III (dans son volet éducation) du Président de la République, S.E.M Mohamed BAZOUM.

Le projet s'inscrit dans le cadre des actions citoyennes du groupe BCP dont les filiales en Afrique de l'Ouest investissent quatre axes d'intervention (Social, Entrepreneuriat, Environnement et Culture), visant à concilier performance économique, progrès social et préservation de l'environnement.

A N

Source : abidjan.net

## PSG : Gianluigi donnarumma vit un calvaire

**Gianluigi Donnarumma, gardien du but du Paris Saint-Germain, a accordé une interview au site officiel du club où il est revenu sur sa première saison avec le maillot rouge et bleu. S'il confie avoir vécu une belle saison, le champion d'Europe italien reconnaît qu'elle fut difficile.**

**G**ianluigi Donnarumma a réalisé une saison paradoxale. Le portier Italien, qui a réalisé une première partie de saison étincelante, s'est écroulée lors du huitième de finale retour de Ligue des Champions où il est fautif sur le premier but de Karim Benzema. De plus, l'ancien joueur de l'AC Milan a partagé

le temps de jeu avec Keylor Navas. Dans une interview accordée à PSG.FR, Gianluigi Donnarumma confie avoir vécu une « magnifique saison même si elle a été difficile sur la fin ». « Ce fut une année magnifique et émouvante, mais aussi un peu difficile. Après l'élimination en Champions League, c'était un peu étrange.

On a eu du mal à la digérer mais nous avons dû l'accepter. Nous devions passer à autre chose car il y avait encore le titre de champion à gagner, et au final nous avons su réagir. Donc je dirai que la saison a globalement été positive. Si on met de côté la Ligue des champions, ça a été une bonne saison mais on ne peut pas s'en satisfaire complètement et l'année prochaine, nous essayerons de gagner le plus de titres possibles », a confié le gardien de but Italien.

Gianluigi Donnarumma, qui a joué 23 matchs toutes compétitions confondues dont 16 de Ligue 1, a été élu meilleur gardien de Ligue 1 lors de la 30e cérémonie des trophées UNFP.

Source : Sport.fr





## Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous ne serez plus sous pression comme vous l'aurez été. Enfin libéré d'un certain nombre de contraintes, vous pourrez progresser comme vous l'entendrez sans avoir quelqu'un en permanence sur votre dos pour vérifier la qualité de votre travail.

Vous reverrez votre échelle de valeurs. Plus terre-à-terre, Uranus en Taureau vous invitera à repenser votre rapport à l'argent. Sans vous détacher du matériel, vous y accorderez moins d'importance. Vous envisagerez votre avenir financier sereinement.



## Taureau (20 avril - 19 mai)

Au contact de Pluton et de Saturne, votre volonté comme votre ambition seront renforcées. Vos projets avanceront et si vous faites des propositions, elles seront accueillies favorablement. Vous pourriez aussi accéder à un poste beaucoup plus valorisant.

Vous passerez à la vitesse supérieure en cumulant des bénéfices. Votre projet lancé sur la pointe des pieds connaîtra un succès inespéré, avec un enjeu financier important à la clef. Tablez aussi sur un placement judicieux dont vous tirerez profit.



## Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Une nouvelle tâche démarre. Elle est vécue avec facilité. Un collègue peut vous assister et vous aider à avancer. L'arrivée de la complicité vous apporte un encouragement. La journée apporte une satisfaction à travailler. Vous sentez une reconnaissance.

Le climat reste aux dépenses. Elles ont un lien avec une sortie. Pour séduire, vous pouvez faire du shopping. L'inquiétude liée aux finances disparaît. Vous vivez avec sérénité votre relation à l'argent en payant les factures et en vous faisant aussi plaisir.



## Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les fortes dissonances de Jupiter pourront provoquer une baisse d'activité, engendrer une période de chômage, ou une mise en cause de la qualité de votre travail... Dans tous les cas, vous devrez garder votre sang-froid et défendre votre bifteck !

À cause d'un avis à tiers détenteur, d'une saisie administrative, ou d'un courrier en provenance d'un huissier, vous ne disposerez pas de la totalité de vos biens ou de vos revenus, un peu comme si tout était bloqué ou en attente !



## Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez les moyens de sortir d'une impasse. Une tendance jouera en votre faveur montrant une aide qui vous sera salutaire. Il sera dans votre intérêt, sans trop forcer, de créer des contacts, de solliciter des entretiens pour trouver un arrangement.

Grâce à l'expertise généreuse de vos planètes, vos rentes d'argent seront stables, ce qui devrait vous permettre de faire tourner votre budget sans difficultés. Quant à Mars, il vous conseillera sur des placements à privilégier. Faites-lui confiance.



## Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous aurez du pain sur la planche. Votre activité tournera au ralenti et il vous faudra trouver une solution pour accélérer la cadence. S'il y a des contraintes, vous parviendrez à tirer votre épingle du jeu et évoluer en fonction des événements.

Vous serez pressé et impatient d'obtenir rapidement des euros, des résultats financiers intéressants. À part si vous travaillez à votre compte, auquel cas, vous aurez des idées pour augmenter vos ventes, mais ne récolterez pas tout de suite de l'argent.



## Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une nouvelle affaire pourrait vous être proposée. Elle peut avoir un lien avec un poste commercial. Du changement arrive et il vous apporte une satisfaction longtemps attendue. Vous démarrez une nouvelle orientation. Elle fait appel à vos compétences.

Vos finances sont rassurantes suite à une bonne nouvelle professionnelle. Des moments de sérénité vous accompagnent. Malgré les dépenses, vous continuez de rester optimiste à propos de l'argent. Continuez de gérer la trésorerie avec prudence et tout ira bien.



## Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Les avantages liés à votre activité professionnelle seront nombreux. Ils donneront à votre carrière une meilleure assise. Vous minimiserez les problèmes et les difficultés que vous rencontrerez en chemin. Le rythme de cette journée sera assez soutenu...

Des personnages de votre entourage professionnel ou privé multiplieront les conseils à votre égard... Mise le paquet sur ce cheval, achetez ces actions ou placez une partie de vos économies en bourse... Aujourd'hui, vous ne suivrez aucune de ces recommandations !



## Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Dopé par la puissance de Jupiter dans votre signe, vous tâcherez de vous placer en avant afin que l'on remarque vos talents. Ce qui sera retenu par certains sera votre faculté à vous mettre sur le devant de la scène, sans tenir compte de vos collaborateurs.

Vous retrouverez votre flair pour dégoter de bonnes affaires. Vous serez aussi très réactif pour qu'elles ne vous passent pas sous le nez. Vous passerez du temps pour suivre le déroulement de toutes ces opérations, et il vous rapportera de l'argent.



## Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre journée s'annoncera laborieuse, avec la nécessité de vous concentrer sur nombre d'aspects techniques et beaucoup de détails. Mais le jeu en vaudra la chandelle, puisque vous y gagnerez en crédit auprès de personnes influentes dans votre activité.

Avec Saturne, vous devrez appliquer un plan de rigueur. Les consignes seront claires et vous devrez ajuster vos dépenses à vos revenus, examiner de près toutes vos factures et si vous vivez en famille, demander à chacun de respecter les limites du budget.



## Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous travaillez bien et recevez enfin la récompense. Les rapports avec la hiérarchie sont bons. La journée est favorable à négocier un contrat. Évoquez les revenus avec un de vos chefs. Proposez vos prétentions, on vous écoute. Mais la réponse sera longue.

Les dépenses continuent d'être importantes. Elles couvrent surtout les charges. Vous calculez au plus près les frais actuels. Des dépenses sont peu élevées, mais elles sont nombreuses. Une meilleure gestion est recommandée. Elle vous évitera un déséquilibre.



## Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous travaillez avec votre partenaire, vous ne pourrez pas vous empêcher aujourd'hui de vous prendre la tête sur votre lieu de travail. Cela aura un effet déplorable sur vos collègues et sur les clients. Votre attitude sera peu commerciale...

En ce milieu de mois, vos finances commenceront à faire la grimace. En regardant votre liste de courses et en faisant vos comptes, vous vous apercevrez que vous ne pourrez pas tout acheter. Du coup, par dépit, mais aussi par colère, vous resterez chez vous.

L'information est l'oxygène des temps modernes

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...  
n'hésitez pas, contactez nous au :

# 70 44 22 23